

16 avril 2001

Point de presse de M. Bernard Landry, premier ministre du Québec

[Le Modérateur: À l'ordre, tout le monde!

Journaliste: M. Landry, vous êtes un partisan du libre-échange et de la mondialisation. Vous avez reçu, aujourd'hui, des gens qui ont de grandes inquiétudes. Vous vous situez à quel endroit? Est-ce possible un libre-échange et une mondialisation de la façon dont le voient les gens du Sommet des peuples?]

[M. Landry:] Moi, j'ai toujours été très équilibré en ces matières. Ça fait très longtemps que je favorise la libre circulation des biens, des services, des capitaux, et même des personnes, mais j'ai toujours dit dans mes écrits et dans mes positions publiques que le libre-échange n'est pas un projet de société en soi. Si on veut la coopération véritable entre les peuples, il faut concevoir un projet plus vaste, plus universel, et je donne souvent l'exemple le plus réussi de l'histoire humaine, la Communauté économique européenne.

Le traité de Rome, en 1957, n'était pas un traité de libre-échange, c'était un marché commun avec un projet politique puis un projet social, un projet qui ne souffrait pas de déficits démocratiques trop évidents. Le processus est lancé, j'espère que, avec justement la présence du Sommet des peuples et des opinions publiques de la société civile de toutes les nations d'Amérique, le libre-échange sera équilibré par une coopération internationale plus vaste et plus ample. J'ai commencé à dire ça bien avant que le sujet soit d'actualité, je pense que ça fait 12, 15 ans que j'ai commis mes premiers écrits sur cette question, mais, pour moi, c'est une conviction profonde partagée par mon gouvernement, partagée par mon parti, d'ailleurs. Le Parti québécois est représenté au Sommet des peuples.

[Journaliste: M. Landry, Mme Néméh vous demande de faire davantage pression auprès d'Ottawa pour...]

[M. Landry:] On peut toujours faire davantage, mais n'oubliez pas que nos moyens sont provinciaux.

[Le Modérateur: François Cardinal.

M. Cardinal (François): M. Landry, que pensez-vous de l'idée de Mme Néméh de porter à la consultation publique le processus de négociation ou le projet de ZLEA?]

[M. Landry:] Bon, d'abord, je pense qu'il faut que ce soit connu, donc la plus grande transparence — notre ministre des Relations internationales s'est battue pour la transparence autant qu'elle a pu — et ensuite, chaque processus démocratique devra, suivant les us et coutumes de chaque pays et des droits, donner les approbations requises. Mais il y a des variations, là, ce n'est pas 43 nations uniformes qui ont le même processus d'approbation des relations internationales.

[M. Cardinal (François): Mais sur l'importance...]

[M. Landry:] Si on se réfère toujours à l'Europe de l'Ouest, c'est vrai qu'il s'agissait d'un marché commun, mais il y a eu des référendums.

[Journaliste: M. Landry, en quoi le Sommet des peuples peut servir comme tremplin à la reconnaissance du Québec comme nation?]

[M. Landry:] D'aucune manière. Le Québec est une nation, et il ne le sera pas plus après le Sommet des peuples qu'il ne l'était avant. C'est un fait, et c'est un fait consensuel.

[Journaliste: De reconnaissance internationale ou l'appui à cette reconnaissance-là sur le plan international?]

[M. Landry:] Si nos amis présents à Québec décident de s'informer davantage sur le Québec, tant mieux. C'est sûrement une bonne occasion de piquer la curiosité de nos amis des autres nations d'Amérique, et ces amis tireront leurs propres conclusions.

[Le Modérateur: En français.

Journaliste: M. Landry, Mme Néméh a aussi souligné l'espèce de dispositif excessif de sécurité et a rappelé le droit de manifester...]

[M. Landry:] ...je ne suis pas un expert de sécurité.

[Journaliste: ...non, mais a rappelé l'importance du droit de manifester.]

[M. Landry:] Elle a eu raison, le droit de manifester est intrinsèquement démocratique et utile. Quant au reste, bien là, ça devient des questions techniques qui me dépassent.

[Journaliste: Mais, personnellement, vous n'êtes pas gêné de recevoir de la visite entouré de brochures comme ça?]

[M. Landry:] Je serais plus gêné s'il se développait dans notre capitale nationale un état d'anarchie et de violence qui mettrait en péril les biens et les personnes, encore, surtout. Alors, tout État responsable doit faire en sorte... et le Sommet des peuples, manifestation éminemment pacifique, et qui, sur ce point, nous rejoint totalement. Personne ne veut que des choses disgracieuses n'adviennent, et j'espère que rien de ce type n'advient, mais toute société responsable, comme c'était le cas à Vienne, à Prague veux-je dire, comme c'était le cas à Nice, Seattle ou ailleurs, doit assurer la sécurité des biens et des personnes.

[Journaliste: Quelle était l'importance pour vous de recevoir ces gens-là ici même, à l'Assemblée nationale?]

[M. Landry:] Je pense que c'est très important que les progressistes des trois Amériques viennent dans notre Assemblée nationale pour entendre la parole québécoise sur ces questions très importantes. Ils avaient l'air plutôt contents, d'ailleurs, d'être là.

[Journaliste: M. le premier ministre, on a eu l'impression que vous avez désiré garder un profil

plutôt bas, aujourd'hui, sur la question nationale, pas créer d'accrochages inutiles avec Ottawa. Est-ce que c'est un choix délibéré?]

[M. Landry:] La question nationale parle d'elle-même, Québec est une nation, et ces gens qui viennent d'autres nations d'Amérique vont, par leur présence ici, se faire une meilleure idée de ce que nous sommes. Et, pour le reste, j'ai parlé plutôt du fond des choses. J'ai parlé du contrepoids nécessaire à la globalisation, j'ai parlé du fait qu'une zone de libre-échange en soi ne peut pas être une doctrine de coopération internationale, il faut y ajouter des dimensions sociales démocratiques, j'ai donné un message plus universel, disons.

[Journaliste: ...à la promotion de votre thèse, à la promotion de votre projet?]

[M. Landry:] Je pense que le fait que le Québec soit une nation est une promotion qui se fait d'elle-même. Tout esprit logique qui voit cette nation avec toutes ses caractéristiques culturelles, économiques et sociales a tendance à s'interroger sur la place que cette nation doit avoir dans le concert des nations. Je ne veux pas abuser des formules latines, des fois, vous me le reprochez, mais je vais en risquer une: [res ipsa loquitur,] les choses parlent par elles-mêmes.

[Le modérateur: Dernière question en français, François Cardinal.]

[M. Cardinal (François): M. Landry, vous soulignez les limites de pouvoir en matière internationale du Québec. Mme Néméh vous invite, elle, à développer des alliances stratégiques avec d'autres pays.]

[M. Landry:] Oui et elle a raison. Et nous tentons de le faire, mais imaginez-vous la difficulté de faire cela sans avoir le statut qui va avec l'obligation de le faire. Alors, c'est aussi une illustration pédagogique du Sommet que le dialogue du Québec avec les autres nations ne peut pas atteindre sa plénitude parce que le statut du Québec est provincial. Et c'est un fait.

[Le modérateur: Une dernière question, François Bourque, ensuite, en anglais.

M. Bourque (François): Oui. M. Landry, Mme Néméh suggérerait qu'un Québec même souverain, même un Québec qui serait directement présent aux tables, est condamné à perdre de la souveraineté dans un contexte de libre-échange. Est-ce que vous...]

[M. Landry:] C'est absolument vrai, elle a absolument raison. La façon dont les souverainetés modernes s'exercent, et je l'ai bien dit en mentionnant l'Europe à plusieurs reprises, c'est que des nations souveraines renoncent à une partie de leur souveraineté aux mains d'instances supranationales, comme l'Union européenne, vous savez que ce que je propose pour le Québec et le Canada, c'est une union confédérale de type européen. Alors, ça implique, oui, une renonciation partielle à la souveraineté pour l'avantage du plus grand nombre.

[M. Landry:] Merci. Thank you.

[(Fin à 19 h 29)]